

Séminaire d'experts organisé par l'AIU Enseignement supérieur et éducation pour tous : Deux solitudes?

Maputo, Mozambique, 25-26 janvier 2007

Rapport final

Préambule

L'Association internationale des Universités (AIU) a tenu un Séminaire d'Experts de deux jours sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la poursuite des objectifs de l'Education pour Tous (EPT) les 25 et 26 janvier 2007 à Maputo, au Mozambique. Ce séminaire, sur invitation seulement, a été l'occasion de faire se rencontrer des experts - 5 en provenance d'établissements d'enseignement supérieur de pays en développement (Ghana, Mexique, Mozambique, Tanzanie, Zambie) et ; 4 d'établissements d'enseignement supérieur de pays industrialisés (Canada, Pays-Bas, Royaume-Uni) - un expert américain de renom avait aussi accepté l'invitation mais il n'a malheureusement pas pu être présent en raison d'un empêchement de dernière minute – et des représentants d'organismes internationaux, d'associations et d'agences de développement – le Bureau multi-pays de l'UNESCO à Harare, l'Association des Universités africaines (AUA), le Groupe de Travail sur l'Enseignement supérieur (GTES) de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA), l'Association des Universités et des Collèges du Canada (AUCC) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), qui ont également pris une part active dans les discussions. Le SAREC de l'Agence suédoise pour le Développement international (Sida), et l'Agence pour la Coopération internationale des Pays Bas (Nuffic), qui avaient aussi été invités mais n'avaient pu venir, ont tenu à réitérer leur soutien et intérêt et ont exprimé le souhait de recevoir les conclusions du Séminaire et d'être tenus informés de la suite qui y sera donnée.

Le Séminaire d'Experts a vu le jour au sein d'un projet pilote lancé en 2005 et toujours suivi par l'AIU intitulé : La contribution de l'enseignement supérieur et de la recherche aux objectifs de l'EPT. Ce projet pilote - sur financement partiel du Sida – a pour objectif l'identification des pratiques et activités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche en matière d'EPT et, le cas échéant, l'étude des moyens à mettre en œuvre pour la consolidation de leur rôle dans ce domaine. Il ne porte volontairement que sur les partenariats inter-universitaires Nord-Sud dans le but de limiter son champ - à tout le moins celui de cette phase initiale. C'est dans ce cadre que deux questionnaires avaient été élaborés afin de procéder à une collecte d'informations auprès des :

- 1) agences de développement et des organismes gérant des programmes inter-institutionnels;
- 2) responsables des projets à la fois dans l'établissement initiateur du projet et dans l'établissement partenaire.

Le Séminaire a été organisé autour des réponses à ces deux questionnaires, distincts mais complémentaires. Les participants ont été identifiés et choisis dans la liste des chefs de projets et des agences de développement ayant répondu à l'un des questionnaires et démontré un intérêt certain pour le projet. *Il a été demandé que l'AIU souligne ici que les questionnaires avaient eu un impact direct sur les réflexions des agences et des experts et qu'ils les avaient incités à penser différemment les travaux qu'ils avaient menés dans le domaine.*

Le Séminaire a été organisé en collaboration avec l'Université Eduardo Mondlane (UEM) Maputo, Mozambique, qui l'a aussi accueilli. Le choix du lieu de ce Séminaire s'est fait en raison de la participation de l'UEM dans des partenariats inter-universitaires en EPT ; de l'adhésion de l'UEM à l'AIU depuis de nombreuses années ; et parce que le Mozambique fait partie des pays concernés par l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'EPT.

Le Séminaire était organisé de telle manière à favoriser l'interactivité en limitant la durée des présentations de projets pour permettre les discussions et la réflexion sur les prochaines étapes. Les descriptifs des projets avaient été préalablement distribués aux participants dans les Documents de travail.

Ouverture du Séminaire

- Allocution d'ouverture de Brazao Mazula, Recteur de l'Université Eduardo Mondlane
- Goolam Mohamedbhai, Président, AIU
- Juma Shabani, Directeur, Bureau multi-pays de l'UNESCO à Harare
- Allocution de l'honorable Vernâncio Massingue, Ministre de la Science et de la Technologie, Mozambique

L'allocution d'ouverture du Recteur Mazula a donné le ton du Séminaire en insistant sur le besoin de consolider la coopération internationale dans le domaine du développement de l'éducation. En mettant l'accent sur l'état actuel de l'éducation au Mozambique, il a illustré à la fois les défis futurs d'une éducation universelle de qualité et les progrès déjà réalisés. Dans son appel pour un renforcement de la coopération internationale pour surmonter les obstacles auxquels l'EPT fait face, il a évoqué les succès remportés par l'UEM grâce à celle-ci et le haut niveau de coopération régionale entretenu par l'UEM en conséquence. Le Recteur a ensuite présenté les Vice-Recteurs, les Doyens, les Directeurs et les Administrateurs de l'UEM présents à l'ouverture du Séminaire.

Rappelant aux participants et à l'assistance que l'enseignement supérieur contribue de façon cruciale à la résolution des défis majeurs posés à l'humanité - y compris en ce qui concerne l'offre d'éducation universelle - le Président de l'AIU, Goolam Mohamedbhai, a expliqué comment le projet pilote est devenu une des activités prioritaires de l'AIU. Situait le travail effectué dans le domaine de l'EPT au sein de la thématique de l'AIU intitulée 'Enseignement supérieur et Société', le Président a exprimé le souhait que ce Séminaire permette la mise en place d'une activité plus importante pouvant impliquer tous les membres de l'AIU travaillant dans le domaine. Dans le but de stimuler la réflexion des participants au Séminaire, il a identifié trois obstacles principaux à la réalisation des objectifs de l'EPT : un accès et une utilisation insuffisantes des TIC ; les ravages du SIDA et les conflits et les catastrophes.

Reprenant le thème des TIC, Juma Shabani de l'UNESCO a cité des exemples d'opportunités et de défis posés actuellement par les nouvelles technologies en Afrique et ailleurs. Il a également souligné l'importance que l'UNESCO accordait à l'EPT dans son rôle d'agence de coordination des Nations Unies dans la poursuite des objectifs de Dakar.

Dans son allocution, l'honorable Ministre a placé la barre très haut en transmettant le vœux des Ministères de la Science et de l'Éducation de voir le Séminaire aboutir sur des recommandations concrètes pour la facilitation de l'interaction enseignement supérieur-éducation primaire, sans oublier les autres niveaux éducatifs, dont l'éducation secondaire. Utilisant plusieurs fois la métaphore du mur, il a souligné la nécessité de dépasser les murs physiques et mentaux pour appréhender correctement et de manière holistique l'état actuel de l'éducation, élaborer des solutions pratiques pour des situations réelles, et construire de solides partenariats locaux, régionaux et internationaux. Par la suite, il a été fait souvent référence à cette métaphore dans les présentations, les discussions et les recommandations.

La séance du matin est présidée par la Secrétaire générale de l'AIU, Eva Egron-Polak.

La première présentation du Séminaire, celle d'Isabelle Turmaine, Directrice du Centre et Services d'Information de l'AIU, a donné un aperçu du projet pilote, de la méthodologie utilisée et des premiers résultats des enquêtes menées¹. En prévision des discussions à venir et afin de les orienter dans la bonne direction, Isabelle Turmaine a rappelé les trois principaux attendus du Séminaire:

- Mieux connaître les raisons et les moyens à mettre en œuvre pour améliorer la contribution de l'enseignement supérieur et la recherche aux objectifs de l'EPT ;
- Proposer des solutions pour mieux les impliquer ;
- Identifier les outils à mettre en place pour ce faire.

Dans la discussion qui s'ensuivit, il a été convenu que le secteur de l'enseignement supérieur n'était pas très sensibilisé à l'EPT. Plusieurs participants, des agences et des établissements, ont reconnu leur méconnaissance de la terminologie de l'EPT et que ce n'était que grâce et suite au questionnaire envoyé par l'AIU qu'ils s'étaient penchés sur leur éventuelle implication dans des activités liées à l'EPT.

Ceci a entraîné plusieurs demandes pressantes en faveur d'une campagne de sensibilisation auprès de la communauté des bailleurs de fonds et des universités à ce propos.

Le lancement d'une deuxième enquête a aussi été souhaitée au regard des limitations de la première qui portait uniquement sur les projets de partenariats inter-universitaires tout en soulevant de nouvelles questions. Cette première enquête a aussi révélé le manque d'information disponible actuellement sur l'intersection entre l'enseignement supérieur et la recherche et les travaux en EPT. Afin de compléter les données précédemment collectées, la deuxième enquête devrait élargir son champ, peut-être devrait-elle être décentralisée pour solliciter les réseaux existants, intégrer une approche plus qualitative, et permettre des réponses plus détaillées. Il a été demandé aux participants de faire connaître leurs réactions au premier questionnaire en vue d'une formulation au mieux du deuxième.

La séance du matin a continué sur une brève présentation informelle des participants².

Réitérant la demande d'un des participants en faveur d'un « déballage » de l'EPT, la Présidente de session a clôt la séance plénière de la matinée en invitant les participants à découper le programme et les activités de l'EPT en composantes comme, par exemple : la formation des maîtres, les TIC, l'éducation non formelle, l'alphabétisation, etc. Il a été suggéré que cela ne serait peut-être qu'une fois traduite dans la langue des spécialistes de

¹ Toutes les présentations du Séminaire sont accessibles dans leur intégralité sur le site web de l'AIU à <http://www.unesco.org/iau/conferences/maputo/fre/index.html>

² Les biographies des participants et la description de leurs projets sont disponibles sur le site web de l'AIU à : <http://www.unesco.org/iau/conferences/maputo/fre/index.html>

l'éducation et du développement que l'EPT serait bien comprise. Ceci pourrait avoir pour conséquence de faciliter l'implication du secteur de l'enseignement supérieur en EPT.

Atelier 1

Bilan : Expérience dans l'appui à l'EPT : Opportunités et défis

Le premier atelier est présidé par Alice Sena Lamptey, Coordinatrice du Groupe de Travail sur l'Enseignement supérieur (GTES) de l'ADEA. Les présentations de l'après-midi, qui portaient sur les défis et les opportunités rencontrés dans les projets en relation avec l'EPT, étaient divisées en deux séries. Lors de la première série, quatre agences de développement ont présenté leurs points de vue, respectivement au niveau international, puis régional et national.

Juma Shabani du Bureau multi-pays de l'UNESCO à Harare, a brièvement décrit l'initiative de l'UNESCO de formation des enseignants en Afrique sub-saharienne (TTISSA). L'objectif de cette initiative, relativement récente, est d'apporter des solutions au manque chronique d'enseignants de qualité en Afrique sub-saharienne. Elle est conduite par les pays et aide à la pleine intégration de la formation des enseignants dans les plans éducatifs nationaux.

Thierry Karsenti, Président du Réseau international francophone des établissements de formation de formateurs (RIFEFF) créé par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), a parlé des travaux du réseau qui portent essentiellement sur les objectifs 2 et 3 de Dakar. L'AUF pense que l'aide aura plus d'impact si elle vise les communautés d'enseignants et une éducation de qualité plutôt que d'essayer d'augmenter le nombre d'enseignants. Le réseau certifie les formateurs.

John Ssebuwufu, Directeur de la Recherche et des Programmes à l'Association des Universités africaines (AUA) a noté que même si l'AUA n'avait pas développé de programme spécifique visant directement à soutenir l'EPT, elle est toutefois indirectement impliquée. L'Association traite aussi des objectifs 2 et 3, et plus généralement les Objectifs de Développement du Millénaire, en encourageant le dialogue et la coopération au sein de la communauté universitaire africaine, le financement, la collecte et la diffusion de la recherche et le renforcement des capacités.

Margaux Béland, Directrice du Programme des Partenariats à l'Association des Universités et des Collèges du Canada (AUCC), a parlé du programme de partenariats universitaires en coopération et développement et de l'étude sur l'éducation de base. L'AUCC utilise une approche du partenariat basée sur les institutions et apporte son soutien à des projets portant principalement sur les trois domaines suivants: l'éducation et la formation, la recherche orientée action, et le service à la communauté. Elle a récemment mené une étude pour évaluer l'apport de ces projets à l'éducation de base qui lui a permis de se rendre compte que la majorité des projets contribuaient indirectement ou de façon trans-sectorielle au développement des compétences et des capacités tout en couvrant directement les objectifs 2, 3 et 6 de Dakar.

La deuxième série de présentations traitait de l'expérience des institutions via quatre chefs de projets – deux d'établissements d'enseignement supérieur de pays industrialisés et deux d'établissements du Sud. Il leur avait été demandé de faire état de leur expérience pour l'élaboration et la mise en oeuvre de leur projet et de l'appui qu'ils avaient ou non reçus de la part de leur institution.

Ian G. Macfarlane, de la Vrije Universiteit Amsterdam, au Pays-Bas, a parlé du rôle de son Université dans le soutien de l'éducation pour tous. Commencant par un bref historique de l'implication de son université dans la coopération pour le développement et décrivant son évolution actuelle, Ian Macfarlane s'est montré préoccupé par l'écart à combler entre les

établissements d'enseignement supérieur et les Ministères de l'Education dans la plupart des pays. Il a présenté un exemple réussi de moyen permettant de surmonter cet obstacle et de le transformer en une relation de travail positive par la création d'un Groupe consultatif commun réunissant des représentants des deux secteurs au niveau national ou même local .

Jim Greenlaw, de l'Université St Francis Xavier, au Canada, a présenté les conclusions du projet éducation pour tous au Bhoutan. Il a démontré que ce projet, qui réunit l'Université St. Francis Xavier et l'Université royale du Bhoutan, a rencontré un vif succès grâce, en partie, à l'implication du Ministère de l'éducation du Bhoutan. Il a également souligné les atouts de la réciprocité de l'échange d'enseignants et d'étudiants entre les deux établissements partenaires.

Ruth Mwale Mubanga, du Nkrumah College of Education, en Zambie, a évoqué le projet gestion, financement et administration : la contribution du Nkrumah College of Education à la réussite des objectifs de l'éducation pour tous. Avec l'intégration des objectifs de l'EPT dans le plan éducatif national de la Zambie, le Collège a connu d'importants changements certains positifs d'autres moins, dont une évolution de sa fonction au sein du système éducatif.

Alejandro Chao Barona, de la Universidad Autonoma del Estado de Morelos, au Mexique a présenté un projet de développement communautaire sous le titre de : UAEM-UNICEDES: Une expérience de dix ans de travail communautaire. Fidèle au principe de la responsabilité sociale des universités, le centre universitaire d'assistance sociale de l'université travaille avec les communautés locales afin de valider et faire reconnaître le savoir autochtone par la recherche et l'intégration de pratiques traditionnelles dans le cursus universitaire.

Ces présentations ont donné lieu à des discussions animées autour des quatre thèmes dominants suivants:

- Les TIC : possibilité d'accès à l'éducation à tous les niveaux et obstacles actuels ;
- Les enseignants : recrutement, maintien et statut général ;
- Le fossé existant entre les Ministères de l'Education et les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche – deux réelles solitudes?
- La collecte, diffusion et gestion inadéquates de la recherche et de l'information.

Lors de la discussion sur les TIC, les expériences réussies ont mis l'accent sur le rôle que pouvait avoir la technologie dans l'accroissement des opportunités pour une meilleure éducation primaire universelle et pour répondre aux besoins d'une population étudiante sans cesse croissante.

Les participants ont mis en évidence l'importance cruciale du soutien aux enseignants et le problème chronique et handicapant lié à la fuite des enseignants en raison de leurs mauvaises conditions de travail et de salaire. Il a également été dit que les programmes de coopération traitaient rarement de ce problème pourtant fondamental, qu'ils en traitaient plutôt les symptômes a lieu de prendre le problème de façon systémique : les enseignants sont formés mais ne restent pas enseignants longtemps en raison d'opportunités d'emploi plus attrayantes ailleurs ou à cause du SIDA.

Le fait que les Ministères de l'Education ne considéraient pas les établissements d'enseignement supérieur au titre d'acteurs potentiels en EPT a été mis en exergue tout au long du séminaire. Les participants ont estimé que s'ils travaillaient en plus étroite collaboration, les établissements d'enseignement supérieur devraient être plus impliqués dans la recherche de solutions à ces problèmes systémiques. De plus, même lorsqu'une recherche était menée par des établissements d'enseignement supérieur, elle semblait peu connue des Ministères ou conduite en dehors du cadre des besoins politiques. Ceci est l'illustration de l'échec malheureux de la mise en commun des efforts et des ressources dans un domaine important et crucial. Les cloisons qui séparent les Ministères de l'Education des

établissements d'enseignement supérieur devraient être abattus des deux côtés pour établir de meilleures relations de travail basées sur un soutien mutuel.

Il a été souligné que l'émergence d'une société du savoir rendait impératif le renforcement et la consolidation d'une culture de la recherche dans les pays en développement dans tous les domaines et plus particulièrement dans ceux en rapport avec l'EPT.

Dans son résumé des délibérations de la journée, Eva Egron Polak a listé les thèmes abordés et incité les participants à réfléchir sur les recommandations innovantes pour augmenter l'implication de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'EPT.

Atelier 2

Le deuxième jour du séminaire, qui avait pour thème **L'avenir : Vers une plus grande implication en EPT : Perspectives et priorités**, est présidé par Juma Shabani, du Bureau multi-pays de l' UNESCO à Harare. L'atelier se divisait en deux parties : la première analysait plus spécifiquement la recherche et l'EPT, avec des présentations et des discussions sur la recherche, ses besoins exprimés et les obstacles rencontrés ; la deuxième était consacrée à l'élaboration de recommandations et aux pistes envisagées pour aller de l'avant.

Trois présentations ont porté sur différents aspects de la recherche en ou pour l'EPT.

Alice Sena Lamptey, du Groupe de Travail sur l'Enseignement supérieur de l'ADEA, Accra (Ghana), en se basant sur une étude de cas spécifique en provenance d'Afrique du Sud, a fait état des secteurs oubliés de la recherche en EPT, dont font partie la formation des enseignants en amont, pendant et en aval ; l'évaluation de l'EPT; la participation de la communauté; la politique et la planification; la contribution des bailleurs de fonds et son impact ; etc.

Terry Russell, de l'Université de Liverpool (Royaume-Uni), a décrit la recherche et les travaux menés dans l'objectif de faciliter l'acquisition des connaissances des élèves et l'implication des parents grâce à du matériel pédagogique adapté. Il a souligné les problèmes liés à une trop faible diffusion des résultats de la recherche et aux difficultés logistiques de ce domaine. Il a conclu en évoquant la possibilité d'utiliser les TIC pour y remédier.

Inocente Mutimucuo, de l'Université Eduardo Mondlane, Maputo (Mozambique), a constaté la nécessité d'une recherche collaborative lorsque des objectifs titanesques tels que ceux de l'EPT d'ici à 2015 sont à atteindre. Il a appelé à plus de réseautage pour le partage des ressources et de l'expertise et pour la coordination et le développement d'actions collectives. Il a proposé de sélectionner un certain nombre de pays au titre de laboratoires de recherche pour mieux atteindre les objectifs de l'EPT.

La discussion qui a suivi fut très animée et engagée, soulignant clairement que la recherche était le fait des universités et que les établissements d'enseignement supérieur pouvaient apporter une contribution importante mais pour l'instant sous-utilisée à l'EPT dans ce domaine.

Deux obstacles majeurs à une mobilisation plus efficace des capacités de la recherche ont été identifiés par les participants. Tous deux étaient liés directement ou indirectement au secteur de l'information : le premier par rapport à l'identification des problèmes, le second aux questions de mise en œuvre :

- L'identification des problèmes :
 - o Quels seraient les thèmes qui devraient figurer dans les priorités de la recherche, qui les définirait; où résident les failles ?
 - o Pour qui faudrait-il entreprendre la recherche : pour les Ministères seulement, ou bien pour les écoles, les ONG ou d'autres ?

- Qui devrait mener la recherche sur l'EPT : les chercheurs des Facultés d'Education, ceux des Départements de Sociologie, de Sciences économiques, de Psychologie, d'autres ?
- Mise en œuvre :
 - Quel type de recherche devrait être rendue disponible et auprès de qui devrait-elle être diffusée ?
 - Manque de dialogue/coordination entre les différents partenaires
 - Faible culture de la recherche, faible valeur/reconnaissance accordée à la recherche dans certains domaines
 - Mauvaise diffusion des résultats de la recherche
 - Fracture importante entre les chercheurs et les exécutants.

Tous se sont accordés pour dire que ces problèmes ne pourraient être surmonter sans une meilleure gestion des données existantes et un renforcement du dialogue et du réseautage pour un partage des connaissances.

Pour clore le deuxième Atelier, le Président de session a invité Eva Egron-Polak à résumer les principales conclusions des discussions. Elle a retenu les points suivants :

- L'enseignement supérieur a un rôle essentiel à jouer en EPT ;
- Il a été fait état de plusieurs thématiques de recherche concernant l'EPT et sa mise en œuvre qui pourraient être développées ;
- Une meilleure diffusion des résultats de la recherche, des bonnes pratiques, etc. s'avérerait nécessaire ;
- La programmation de la recherche devrait être mise au point suite à un dialogue avec toutes les parties prenantes ;
- Les bailleurs de fonds devraient être mobilisés autour des failles existantes et préalablement identifiées ;
- Des moyens devraient être mis en place pour mieux diffuser, informer et mobiliser ;
- L'ETP devrait être rendue plus compréhensible pour la communauté des chercheurs universitaires.

Rappelant les résultats escomptés tels qu'évoqués par l'AIU en début de Séminaire³, le Président de session a invité les participants à cibler leurs commentaires et leurs suggestions sur ceux-ci.

La plupart des interventions ont souligné le besoin de disposer d'un outil d'information et en ont décrit le format et le contenu. Il a été noté que malgré l'importante quantité d'information mise à disposition par l'UNESCO, les rapports réguliers d'évaluation des progrès du programme EPT (site Internet; rapport d'évaluation du BREDA en 2004; les Rapports mondiaux de suivi, etc.) et l'information produite par de nombreux autres organismes, une information spécialement élaborée pour l'enseignement supérieur traitant de l'intersection entre l'enseignement supérieur, la recherche et l'EPT manquait. Tous les participants ont été d'accord sur le fait que cette information devrait être concise et vraiment pertinente pour la communauté des chercheurs et qu'elle devrait avoir pour objectif de permettre ou de faciliter la coordination et le réseautage des différentes initiatives.

Les autres moyens identifiés pour aller de l'avant allaient de réaliser des campagnes de sensibilisation aussi bien au sein de la communauté universitaire qu'en dehors ; d'encourager et d'inciter les étudiants à entreprendre des recherches en EPT; de s'appuyer sur les étudiants des programmes de services à la communauté et de développer l'implication des communautés dans l'EPT ; d'accroître le nombre de projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ; de créer un réseau/consortium dans le domaine disposant de nœuds régionaux ; de rédiger une brochure sur le sujet ; de travailler avec des spécialistes à

³ Voir page 12 des Documents de Travail sous : <http://www.unesco.org/iau/conferences/maputo/fre/index.html>

l'identification d'une ou deux problématiques majeures qui seraient l'objet d'un vaste projet collaboratif ; de renforcer les capacités dans la production de matériel pédagogique au niveau local ; d'accroître l'implication de la communauté.

Afin de s'assurer que la liste des recommandations finales pourrait être examinée par tous les participants, le Président de session a invité Eva Egron-Polak à en rédiger une première ébauche pour approbation à la séance de clôture.

Séance de clôture

La séance de clôture est présidée par John Ssebuwufu, Directeur de la Recherche à l'Association des Universités africaines (AUA). Comme convenu, les participants ont été invités à étudier et commenter l'ébauche de liste de recommandations telle que présentée par Eva Egron Polak. Cette liste a été acceptée sous réserve des modifications suivantes : les recommandations devraient être regroupées, réorganisées, et si possible, classées par ordre de priorité ; les thèmes suivants devraient être intégrés : le SIDA; les TIC et l'éducation à distance; la science et l'innovation; l'éducation des adultes; les langues ; l'UNESCO et, pour l'Afrique, l'Union africaine devraient figurer plus clairement au titre de partenaires clés ; l'enseignement supérieur et l'EPT devraient être reliés au développement durable et aux Objectifs de Développement du Millénaire ; un moyen de pression pour le renforcement d'une culture de la recherche dans les pays en développement devrait être élaboré.

Il a été convenu que l'AIU compléterait et finaliserait le rapport du Séminaire, en diffuserait une ébauche à tous les participants pour qu'ils y apportent leur contribution et que la version finale serait traduite en français. Aucune 'distribution des tâches' n'a été faite à ce stade. Cependant, chaque participant a été encouragé à entreprendre toute activité qu'il jugerait utile de poursuivre. L'AIU s'est engagée à rédiger une proposition de deuxième phase au projet et à développer la structure d'un outil d'information. La liste des recommandations finales⁴ mettra aussi en évidence les recommandations dans lesquelles l'AIU compte s'engager.

Les participants ont accepté de servir de groupe de référence virtuel au projet. Ils ont été invités à commenter les documents de l'AIU et à envoyer à l'AIU toute information supplémentaire dont ils pourraient disposer sur des projets en EPT, les leurs ou ceux d'autres personnes, afin que cette information puisse aussi apparaître dans l'outil d'information.

Enfin, les participants ont été informés que l'AIU présenterait les résultats de l'enquête préalable et du Séminaire à l'Atelier UNESCO-AUA qui se tiendra à Accra (Ghana) du 24 au 26 mars 2007.

Le Séminaire s'est terminé sur les remerciements du Président de l'AIU, Goolam Mohamedbhai, à l'Université Eduardo Mondlane pour l'accueil chaleureux et le soutien efficace et professionnel qui ont été offerts à l'AIU par le Recteur et son personnel. Il a également remercié les participants, en exprimant son appréciation pour leur expertise et leur intérêt dans le projet, puis il a félicité le personnel du Secrétariat de l'AIU pour leur travail. Les remarques finales du Vice-Recteur de l'Université Eduardo Mondlane, Orlando Quilambo, ont clôturé le Séminaire en félicitant les participants pour son succès et en remerciant l'AIU d'avoir choisi l'UEM comme partenaire pour le Séminaire. Il s'est réjoui de toutes les suites qui seraient données à ce Séminaire.

AIU, Paris, mars 2007

⁴ Les recommandations finales telles que validées par tous les participants sont disponibles à : <http://www.unesco.org/iau/conferences/maputo/fre/index.html>